



ACTUALITES SECTORIELLES AU ROYAUME-UNI

Climat, énergie, environnement, industrie, transport

SOMMAIRE

Fait Marquant

- Le Gouvernement précise sa stratégie en matière de lutte contre la déforestation importée

Climat & énergie

- Boris Johnson lance le compte à rebours d'ici à la COP 26 prévue dans un an à Glasgow
- La lutte contre le changement climatique apparaît comme l'un des principaux sujets de coopération future entre le Premier ministre britannique et le nouveau Président-élu américain
- Le directeur exécutif du *Committee on Climate Change* (CCC) affirme qu'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 sera moins coûteux qu'anticipé
- Le lancement de petits réacteurs nucléaires modulaires pourrait créer 6 000 emplois d'ici à 2025

Environnement

- A l'occasion du Green Horizon Summit et dans la perspective de la COP26 à Glasgow en novembre 2021, les autorités britanniques ont multiplié les annonces et mesures en soutien du verdissement de la finance

Industrie

- *Vodafone* développe un réseau 5G privé destiné à tester des voitures autonomes

Transport

- La COVID modifie la perception des transports par les britanniques qui favorisent désormais la voiture au détriment des transports publics
- Une décision du Gouvernement est attendue dans les tous prochains jours pour définir la date à compter de laquelle la vente des véhicules thermiques serait interdite, entre 2035 et 2030
- Le gouvernement britannique étudierait la mise en place d'un raccourcissement de la quatorzaine imposée à l'entrée sur son territoire à l'issue de la période de confinement

FAIT MARQUANT

Le Gouvernement précise sa stratégie en matière de lutte contre la déforestation importée – alors que le RU importe plus de la moitié de la nourriture qu'il consomme, la culture de certains produits importés tels que le cacao, le caoutchouc, le soja, le bœuf et l'huile de palme contribuent directement à la déforestation légale et illégale dans les pays tropicaux. Le Gouvernement a pris de premiers engagements en 2018 avec la publication de son Plan à 25 ans pour l'environnement, qui prévoyait notamment la mise en place d'un groupe de travail (*Global Resource Initiative- GRI*) réunissant acteurs publics et privés, dont notamment *Tesco, McDonalds, WWF*, avec pour principale mission de conseiller le gouvernement sur les moyens de réduire l'impact des chaînes d'approvisionnement en matière de déforestation importée. La *GRI* a rendu [un premier rapport](#) en mars 2020, auquel vient de répondre le gouvernement [dans un document](#) qui met en avant trois leviers d'action qui doivent permettre au RU de rehausser son ambition en matière de lutte contre la déforestation importée (uniquement illégale à ce stade) "*go further than ever before to clamp down on illegal deforestation*". Ils portent sur le soutien et l'accompagnement des producteurs pour qu'ils adoptent des méthodes de production plus respectueuses de l'environnement, l'augmentation de la demande de biens produits durablement en agissant notamment sur les prix et le déploiement d'une diplomatie ambitieuse sur la scène internationale.

Sur le plan interne, le RU a lancé une consultation publique, achevée au début du mois d'octobre dont le principal objet vise à la mise en place d'une obligation légalement contraignante pour les entreprises d'une certaine taille, de vérifier (*due diligence*) que leur chaîne d'approvisionnement ne concoure pas à la déforestation illégale à l'étranger et respecte les lois locales en matière de déforestation. En cas de manquements ou d'absence de transparence, les entreprises pourraient faire l'objet de sanctions civiles et pénales. Le gouvernement, qui souhaite aller vite dans l'adoption de ces nouvelles obligations légales, précise dans sa réponse à la *GRI* que celles-ci pourraient être intégrées sous la forme d'amendements à *l'Environnement Bill* actuellement discuté au Parlement. Ce projet de loi vise à définir de nouveaux objectifs de long terme et une nouvelle gouvernance environnementale à l'issue de la période de transition qui se termine le 31 décembre.

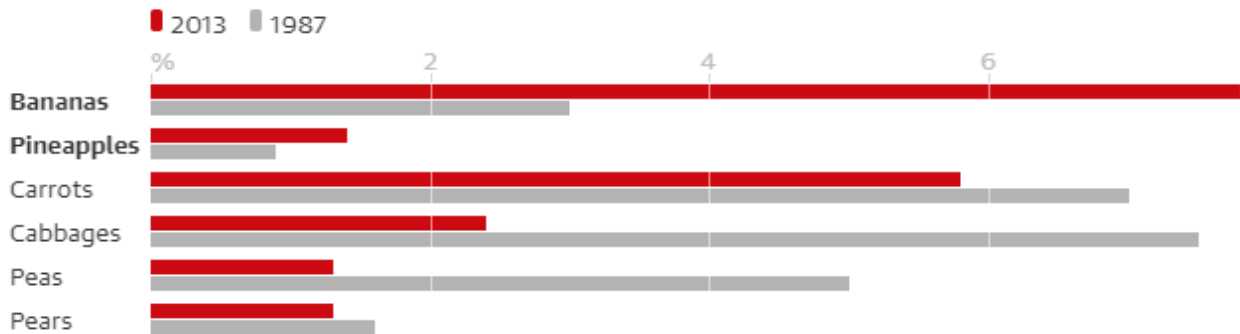
La stratégie du gouvernement (qui constitue une avancée) n'irait pas assez loin selon de nombreuses entreprises et ONG comme *Greenpeace*. Elles souhaitent également intégrer la déforestation légale dans le champ de la législation à venir en ciblant très clairement la déforestation à l'œuvre au Brésil. [Un rapport alarmant de la Zoological Society of London](#) vient de montrer que sans processus de *reporting* transparent sur les chaînes d'approvisionnement des entreprises, peu de progrès pourront être réalisés à court terme. La *GRI* devrait au moins poursuivre ses travaux jusqu'à la COP 26, prévue à Glasgow en novembre 2021.

GRAPHIQUE DE LA SEMAINE

Compte tenu de l'évolution des habitudes de consommation, les fruits et légumes consommés au RU sont produits de manière croissante dans des pays exposés aux conséquences du réchauffement climatique, ce qui peut créer à terme une menace en matière d'approvisionnement, selon le rapport de *Nature Food*

In the UK imported tropical fruits increased while consumption of homegrown vegetables declined between 1987 and 2013

Proportion of fruit and vegetables supplies in the UK



Guardian graphic | Source: Nature Food

CLIMAT & ENERGIE

Boris Johnson lance le compte à rebours d'ici à la COP 26 prévue dans un an à Glasgow – Le Premier ministre britannique a appelé les chefs d'Etats et de gouvernements à présenter de nouveaux engagements et stratégies en matière de lutte contre le changement climatique d'ici à la COP 26 prévue dans un an, indiquant que le RU travaillait à consolider sa propre stratégie en matière de neutralité carbone. Etablissant un parallèle entre la pandémie et la menace de long terme provoquée par le changement climatique, Boris Johnson a indiqué qu'il n'y avait pas de temps à perdre ("*no time to waste*") et qu'il allait présenter rapidement son plan de décarbonation en 10 points visant à créer des milliers d'emplois verts en vue de l'atteinte de la neutralité carbone d'ici à 2050. Ce plan, qui inclut déjà un objectif en matière d'éolien maritime (40 GW d'ici à 2030) annoncé en octobre, devrait décliner certaines mesures en matière de déploiement d'énergies propres, d'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments, de production d'hydrogène, de capture et de stockage du carbone et de soutien à la mobilité électrique.

Il doit par ailleurs s'accompagner de la publication de plusieurs livres blancs (énergie, infrastructures, chauffage domestique) en plus de la publication de la contribution déterminée au niveau national, comme le prévoit l'Accord de Paris. [La publication du livre blanc sur l'énergie](#), maintes fois repoussée, ne devrait pas intervenir avant les annonces budgétaires du Trésor britannique prévues le 25 novembre, selon le site spécialisé *Bloomberg*. Ce retard est dû notamment aux discussions qui se poursuivent sur le financement des nouveaux projets nucléaires et sur la date d'arrêt de la vente de véhicules à énergies fossiles, prévues pour le moment en 2035. Deux rapports viennent toutefois ternir l'action du gouvernement en matière d'environnement. Le *think tank Green Alliance* vient de publier [un rapport](#) qui alerte sur le manque d'infrastructures vertes (le montant que le gouvernement devrait investir pour rattraper ce retard avoisinerait 11,4 Md£) et le lancement de projets d'infrastructures incompatibles avec l'atteinte de la neutralité carbone d'ici à 2050. La *National Audit Office* (équivalent de la Cour des Comptes) a publié pour sa part [un rapport](#) pointant les manques du Gouvernement s'agissant de la déclinaison du Plan à 25 ans pour l'environnement adopté en 2018, en raison d'une articulation peu claire entre les différents objectifs et d'incertitudes quant aux financements de long terme pour atteindre ces objectifs.

La lutte contre le changement climatique apparaît comme l'un des principaux sujets de coopération future entre le Premier ministre britannique et le Président-élu américain – Malgré un message jugé « minimal » par une partie de la presse, le Premier ministre britannique a été parmi les premiers à féliciter Joe Biden. Il a précisé souhaiter travailler étroitement avec lui sur les priorités communes, parmi lesquelles le changement climatique. Boris Johnson a également fait part devant des journalistes qu'avec Joe Biden, les Etats-Unis étaient revenus sur le devant de la scène dans le domaine de la lutte contre le changement climatique "*we have the real prospect of American global leadership in tackling climate change*". Le ministre de l'Economie et président de la COP 26 Alok Sharma a remercié de son côté le nouveau président-élu pour son engagement à rejoindre l'Accord de Paris dès les premiers jours suivant sa prise de fonction (pour mémoire, les Etats-Unis sont formellement sortis de l'Accord de Paris le 4 novembre), et à adopter une stratégie visant à rendre les Etats-Unis neutres en carbone d'ici à 2050. Cette décision permettrait ainsi un alignement avec les objectifs du Royaume-Uni et de la France. Le site spécialisé *Business Green* voit dans l'élection de Joe Biden, une étape importante pour faire de la COP 26 un succès, en renforçant notamment le multilatéralisme : « *The COP26 Summit in Glasgow now has a drastically increased chance of becoming the celebration of post-Brexit multilateralism that the organisers always hoped for. It could bring the Paris Agreement into full effect, unleash a global wave of net zero strategies, showcase the best of clean tech innovation* ». L'élection de Joe Biden devrait également faciliter l'inscription de sujets liés au climat et à l'environnement à l'agenda du G7 dont le Royaume-Uni assurera la présidence en 2021.

Le directeur exécutif du *Committee on Climate Change (CCC)* affirme qu'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 sera moins coûteux qu'anticipé – Chris Stark, directeur exécutif du CCC, instance indépendante chargée de conseiller le gouvernement sur les sujets liés au changement climatique, a indiqué au journal *The Guardian* que le coût pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 était étonnamment bien plus bas (« *surprisingly low* ») qu'envisagé lors d'une précédente étude réalisée en 2019. Cette révision à la baisse s'explique en partie par la chute spectaculaire des coûts dans le domaine des énergies renouvelables, qui ont été divisés par deux en moins de 10 ans. Le CCC anticipait en 2019 un coût de 2 % de PIB par an pour atteindre la neutralité carbone, mais cela pourrait *in fine* être inférieur, comme devrait le détailler le rapport du CCC sur le 6^{ème} budget carbone (fixant les plafonds d'émissions à respecter entre 2033 et 2037) qui sera dévoilé en décembre. Selon M. Stark, la plus grosse difficulté ne réside pas dans la décarbonation de l'économie en tant que telle mais dans l'absence de plan d'ensemble pour y arriver, ce qui est selon lui le cas actuellement au RU.

Le lancement de petits réacteurs nucléaires modulaires pourrait créer 6 000 emplois d'ici à 2025 – un consortium mené par le constructeur de turbines et moteurs *Rolls-Royce* s'est engagé à créer 6 000 emplois d'ici 2025 en cas de lancement de 16 petits réacteurs modulaires nucléaires, tout en indiquant que 80 % des composants seraient produits au RU et notamment dans le nord de l'Angleterre et les Midlands, sur les sites nucléaires existants. Le consortium ajoute que cela contribuerait ainsi à la réduction des inégalités avec le sud (*level-up*) et à atteindre ainsi un objectif de campagne de Boris Johnson. Le consortium indique que 34 000 emplois supplémentaires pourraient être créés d'ici à 2035 mais indique qu'il aurait besoin, en plus de 18 M£ déjà attribués par le gouvernement en 2019, de 217 M£ supplémentaires pour lancer le déploiement de ces équipements. Une réponse positive du gouvernement aiderait grandement *Rolls-Royce* à faire face aux conséquences de l'épidémie, notamment sur l'industrie aéronautique ; pour mémoire, l'entreprise britannique a supprimé près de 9 000 postes depuis début 2020.

A l'occasion du *Green Horizon Summit* et dans la perspective de la COP26 à Glasgow en novembre 2021, les autorités britanniques ont multiplié les annonces et mesures en soutien du verdissement de la finance – D'une part, le Trésor britannique émettra en 2021 sa toute première obligation verte (*green bond*). D'autre part, à partir de janvier 2021, toutes les grandes entreprises et institutions financières devront, sur une base volontaire (*comply or explain*) puis progressivement obligatoire d'ici 2025, divulguer des informations sur l'impact du changement climatique sur leurs activités dans le cadre d'un *reporting* aligné sur le cadre développé par la TCFD (*Task Force on Climate-Related Financial Disclosures*). Par ailleurs, une taxonomie verte basée sur les métriques de la taxonomie européenne sera également élaborée, avec d'éventuelles adaptations tenant lieu aux spécificités du marché britannique (un comité d'expert est créé à cette fin). De surcroît, le Royaume-Uni a également l'intention de rejoindre la plateforme internationale sur la finance durable (IPSF). Enfin, le gouverneur de la BoE a réaffirmé lors du *Green Horizon Summit* que le premier exercice de *stress test* climatique, décalé en raison de la crise, serait lancé en juin 2021. L'exercice explorera trois scénarii climatiques différents, testant différentes combinaisons de risques physiques et de transition, sur une période de 30 ans.

INDUSTRIE

Vodafone développe un réseau 5G privé destiné à tester des voitures autonomes – L'opérateur a annoncé un partenariat avec la société de conseil en ingénierie *Horiba Mira* en vue de la construction d'un réseau 5G privé sur le site de son siège, dans les *Midlands*. Ce réseau privé sera utilisé par les clients d'*Horiba Mira* – des constructeurs automobiles et leurs fournisseurs – pour valider les technologies de voitures sans conducteur. La société de conseil est membre de l'*Automotive Council*, organisation qui supervise la stratégie britannique en matière de véhicules autonomes. En octobre, *Vodafone* avait annoncé qu'il allait déployer la 5G sur 300 miles (environ 500 km) de routes d'essai dans les *West Midlands*, dans le cadre d'un partenariat avec le consortium de véhicules autonomes *Midlands Future Mobility*.

TRANSPORT

La COVID modifie la perception des transports par les britanniques qui favorisent désormais la voiture au détriment des transports publics – selon une enquête sur la dépendance à la voiture et la pandémie réalisée en vue du rapport annuel de la compagnie d'assistance automobile *RAC*, une nette majorité de britanniques refuserait désormais de renoncer à leur véhicule au profit d'une alternative plus verte même si de meilleurs trains ou bus étaient disponibles, traduisant la plus grande réticence à l'utilisation des transports publics enregistrée depuis 18 ans. Même si la moitié des personnes interrogées a indiqué moins utiliser leur voiture que l'an dernier, 57 % perçoivent l'accès à une voiture comme plus important qu'avant la pandémie. Seulement 43 % concèdent qu'ils utiliseraient moins leur voiture si les transports publics étaient meilleurs (le chiffre le plus faible enregistré depuis 2002), contre 57 % en 2019. Les déplacements ont vélo sont revenus en octobre à des niveaux inférieurs à la pandémie en raison d'une utilisation plus importante de la voiture, favorisée par une baisse générale du trafic ; par ailleurs, les britanniques ont continué d'éviter les transports publics (- 30 % de la fréquentation habituelle pour les trains et - 60 % pour les bus), alors que l'utilisation des voitures est remontée jusqu'à 90 % des niveaux antérieurs à la pandémie, selon les chiffres du Gouvernement. Une plus forte utilisation de la voiture risque de compromettre les efforts engagés pour lutter contre la pollution de l'air et réduire les émissions de CO2 et de renforcer la pression sur le

Gouvernement pour qu'il rende plus attractifs les transports publics tout en accélérant la transition pour l'utilisation de véhicules individuels moins polluants.

Une décision du Gouvernement est attendue dans les tous prochains jours pour définir la date à compter de laquelle la vente des véhicules thermiques serait interdite, entre 2035 et 2030 – cette décision fait suite à la consultation publique lancée ce printemps concernant l'avancement de cette date de 2040 à « 2035 ou plus tôt, si une transition plus rapide semblait faisable » – Une récente étude réalisée par *Cambridge Econometrics* pour *Greenpeace UK* montre qu'une interdiction de ces véhicules dès 2030 pourrait entraîner un gain de 0,2 points de PIB en 2030, compte tenu, des moindres importations de carburants, de l'amélioration de l'efficacité des véhicules électriques et des taux d'imposition plus faibles, qui entraîneraient un moindre coût de la mobilité et, par conséquent, une consommation plus importante d'électricité et d'autres biens et services. Cette transition accélérée entraînerait également la création nette de 32 000 emplois en 2030 : en effet, les créations d'emplois dans les secteurs des services aux consommateurs, de la fabrication de biens de consommation et de la construction et l'installation d'infrastructures de charge des véhicules excéderaient les pertes d'emplois dans le secteur de la construction automobile.

Le gouvernement britannique étudierait la mise en place d'un raccourcissement de la quatorzaine imposée à l'entrée sur son territoire à l'issue de la période de confinement – le ministre des transports britannique Grant Shapps a indiqué, à l'occasion d'une réunion avec des responsables d'aéroports, que le Gouvernement envisageait de lancer un programme de test permettant de réduire significativement la période d'isolement imposée aux personnes arrivant de l'étranger (actuellement de 14 jours, elle pourrait être réduite à 7, voire 5 jours) à compter de la fin de la période de confinement, actuellement prévue jusqu'au 2 décembre prochain. Les tests seraient fournis par le secteur privé et à la charge des passagers des compagnies de transport. Le Royaume-Uni étudierait également, en lien avec des pays partenaires, la possibilité de réaliser des tests avant le départ. Le ministre a également indiqué que les tests rapides actuellement testés à grande échelle à Liverpool pouvaient, s'ils s'avéraient concluants, apporter l'espoir d'une reprise des voyages aériens sans quarantaine.



Copyright – tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité – le service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Veille rédigée par Gautier HOUEL (climat, énergie, environnement), Pauline MAZURIER-NOLIN (industrie, transport) et relue par Stanislas GODEFROY.